



Présentation au Comité des finances de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires

Le tout respectueusement soumis par Ontario Pork

Soumis par courriel à :
Guyanne L. Desforges
Greffière du Comité
Comité permanent des finances de la Chambre des communes
6^e étage, 131 rue Queen
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Courriel :
FINA@parl.gc.ca
Tél. : 613-992-9753

Présentation et recommandations

Ontario Pork représente les 2 000 agriculteurs qui commercialisent le porc dans la province et qui soutiennent ainsi une industrie porcine représentant 32 000 emplois. On estime à 4,5 milliards de dollars la production industrielle totale associée aux ventes à la ferme. Nous sommes reconnaissants d'avoir l'occasion de participer aux consultations prébudgétaires du Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

En ce qui a trait à l'objectif du Comité qui consiste à atteindre une reprise économique soutenue, à créer des emplois, à diminuer les impôts et à équilibrer le budget, nos agriculteurs sont d'avis que le Canada doit absolument maintenir et favoriser sa croissance en tant que nation autosuffisante en matière de production alimentaire et exportatrice de denrées à l'échelle internationale. L'examen actuel des programmes agricoles du cadre Cultivons l'avenir donne au gouvernement fédéral la possibilité de protéger et de créer des emplois ainsi que d'améliorer l'économie des régions rurales et urbaines, permettant ainsi à tous les ordres de gouvernement d'accroître leur revenu provenant des impôts, d'équilibrer le budget et de renforcer la compétitivité fiscale globale du Canada. Les compressions dans les programmes agricoles ou l'affaiblissement de leurs effets stabilisateurs sur le revenu auront une incidence négative sur les emplois, l'économie et l'équilibre budgétaire. Ces programmes doivent toutefois être améliorés. Les programmes actuels comme Agri-stabilité et Agri-investissement, qui ont remplacé le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, n'ont pas été conçus pour traverser une longue période d'instabilité économique. À l'heure actuelle, à la suite de l'examen du cadre Cultivons l'avenir, nous croyons qu'il est possible d'améliorer et de renforcer ces programmes en leur permettant de mieux s'adapter à un marché en évolution qui présentent parfois d'importants défis. Les ministres provinciaux ont reconnu que les produits ne sont pas tous aussi utiles les uns que les autres, notamment selon les régions, et nous croyons que les recommandations suivantes pourraient grandement améliorer le soutien offert à ce secteur important de l'économie canadienne.

Recommandation :

L'ensemble de programmes du cadre Cultivons l'avenir (notamment Agri-stabilité, Agri-protection et Agri-investissement) doit être maintenu et amélioré.

Les éleveurs de porcs de l'Ontario sont à la croisée des chemins. Ils ne font que commencer à retrouver la santé financière après de nombreuses années de pertes et de baisses dans les capitaux propres. Les agriculteurs ontariens doivent diversifier leur production et la vendre aux prix mondiaux, en plus de devoir se battre pour la main-d'œuvre, l'énergie et d'autres facteurs de production, ce qui n'est pas facile compte tenu des coûts sur le marché mondial. Nous sommes en concurrence avec des pays où les coûts de la main-d'œuvre agricole sont peu élevés, comme le Chili et le Mexique, avec des pays ayant des politiques moins strictes en matière de conformité environnementale et avec des pays dont la valeur de la monnaie est inférieure.

L'Ontario a le secteur agricole le plus important et diversifié au Canada. Les agriculteurs ontariens doivent toutefois relever des défis particuliers sur le marché canadien. D'abord, le secteur à offre réglementée, qui bénéficie d'un niveau de protection grâce à son statut commercial privilégié, est particulièrement important en Ontario et est en concurrence directe avec notre secteur pour les terres et le coût des facteurs de production. En raison de la diversité de nos produits, on ne pourrait pas appliquer une politique agricole uniformisée. Comme

l'Ontario abrite 40 % de la population canadienne, les agriculteurs de la province sont établis à proximité de nombreux grands centres. Les coûts liés à la protection environnementale, à la main-d'œuvre, à l'énergie et aux terres y sont également les plus élevés au pays; la concurrence la plus féroce à laquelle font face les agriculteurs ontariens est sur le marché provincial.

Par conséquent, notre priorité est la viabilité économique. Cela signifie que nous devons pouvoir compter sur des programmes de gestion du risque d'entreprise qui sont efficaces pour un large éventail de produits et assez solides pour composer avec divers risques et conditions économiques.

Recommandation :

Les programmes révisés du cadre Cultivons l'avenir doivent tenir compte de la diversité agricole de l'Ontario et des besoins des agriculteurs sur le plan de la durabilité du revenu pour un large éventail de produits. Une souplesse à l'échelle régionale est requise en ce qui concerne la réalisation des priorités en matière de gestion du risque d'entreprise.

Les éleveurs de porcs de l'Ontario sont également préoccupés par la direction générale que prend l'examen des programmes du cadre Cultivons l'avenir. Nous craignons que les programmes de gestion du risque d'entreprises soient actuellement ciblés aux fins de compression sans que leurs avantages en matière de création et de protection d'emplois aient été évalués, que d'autres composantes de programme reçoivent une attention démesurée.

À titre d'exemple, les investissements dans l'innovation et la recherche de nouveaux marchés sont nécessaires et appréciés, mais ils ne servent à rien s'ils ne font pas augmenter les niveaux de revenu des agriculteurs à court terme. Les agriculteurs sont parfaitement capables d'investir dans l'innovation et dans la recherche de nouveaux marchés, mais ils doivent d'abord avoir un revenu stable et compter sur des capitaux propres plus élevés. Sans durabilité du revenu, y compris les principes du concours bancaire et de la prévisibilité, les mesures d'incitation offertes par le gouvernement pour stimuler l'investissement dans l'innovation ne seront d'aucune utilité. Ainsi, bien que nous approuvions le fait que le gouvernement continue de jouer un rôle dans l'innovation et de déployer des efforts visant à accroître l'accès aux marchés, selon nous cela ne peut s'effectuer aux dépens de l'exécution de programmes efficaces de gestion du risque d'entreprise.

Contrairement aux agriculteurs de l'Ouest canadien, qui doivent fréquemment se remettre d'événements comme des périodes de sécheresse et des inondations, les agriculteurs de l'Ontario n'ont pas souvent besoin de programmes de secours coûteux. Un récent énoncé de consultation relatif au cadre Cultivons l'avenir laissait entendre que le gouvernement fédéral envisage de continuer à jouer un rôle dans la reprise en cas de catastrophe aux dépens de la gestion du risque d'entreprise. Cette gestion a été présentée comme une activité pouvant être laissée aux organisations de produits et aux agriculteurs eux-mêmes. Cela est à la fois irréaliste et inapproprié. Ce choix est inapproprié puisqu'il ne tient pas compte des avantages de ces programmes sur le plan de l'emploi et du développement économique (y compris les avantages fiscaux). Il est également irréaliste de confier l'entière responsabilité de la gestion du risque d'entreprise aux organisations agricoles et aux agriculteurs eux-mêmes compte tenu des réalités des programmes gouvernementaux de soutien agricole qui existent chez les pays concurrents et de la situation précaire des agriculteurs ontariens en ce qui a trait aux capitaux propres.

Recommandation :

Le gouvernement fédéral doit toujours assumer la responsabilité principale relativement à l'exécution d'un ensemble de programmes solides en matière de gestion du risque d'entreprise et s'assurer que grâce à ces programmes les agriculteurs canadiens et ontariens peuvent davantage miser sur les concours bancaires et la prévisibilité.

Nous vous remercions de l'attention que vous avez portée à notre présentation, et nous avons hâte de discuter de l'importante question de l'agriculture et de la façon dont elle peut contribuer à la création d'emplois et à l'économie dans son ensemble avec les membres du Comité des finances.